



Au service  
des peuples  
et des nations



HARVARD  
HUMANITARIAN  
INITIATIVE



MONUSCO

Sondages  
Consolidation de la  
Paix et Reconstruction

Est de la République  
Démocratique du Congo

Rapport 10, Juin 2017

(Données de Mars-Avril 2017)

Par Patrick Vinck, Phuong Pham, Anupah Makoond

Contenu:

- p3. DÉPLACEMENT  
Une crise chronique aux effets négatifs
- p8. ACTION HUMANITAIRE:  
une crise de confiance
- p10. VIOLENCES SEXUELLES : Les efforts d'enquêtes  
et de justice sont jugés relativement  
positivement mais restent inchangés.
- p15. INDICATEURS CLÉS GLOBAUX

## À propos du sondage

Les résultats sont basés sur 3771 entretiens menés en Mars-Avril 2017 avec des adultes sélectionnés aléatoirement dans les villes et territoires suivants :

Province / District	Territoire / Ville	Echantillon
Nord Kivu	Ville de Goma	220
	Ville de Beni	295
	Beni	217*
	Nyiragongo	219
	Rutshuru	210**
	Walikale	216
Sud Kivu	Ville de Bukavu	300
	Fizi	220
	Kabare	221
	Kalehe	212
	Ville d'Uvira	300
	Walungu	214
Ituri	Ville de Bunia	273
	Djugu	215
	Irumu	214
	Mambasa	225
<b>TOTAL</b>		<b>3,771</b>

(Marge d'erreur de  $\pm 5$  points de pourcentage au niveau de confiance de 95%).

\*Beni Territoire : 2 villages remplacés

\*\* Rutshuru, l'insécurité fait que seulement la chefferie de Bwisha a pu être échantillonnée. (8 villages dans la chefferie de Bwito ont été remplacés)

## À propos du projet

Ce sondage est le dixième d'une série d'enquêtes menées pour fournir des données et des analyses fiables sur la paix, la sécurité, la justice et la reconstruction en République Démocratique du Congo.

Le projet est une initiative conjointe de la Harvard Humanitaire Initiative (HHI) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec la MONUSCO Affaires civiles. HHI est responsable de la collecte des données, de l'analyse indépendante des données, et de la rédaction des rapports, en collaboration avec l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, Université Catholique de Bukavu et Université de Bunia.

Publications :

- *Rapport 9, Janvier 2017*
- *Rapport 8, Novembre 2016*
- *Rapport 7, Août 2016*
- *Rapport 6, Juin 2016*
- *Rapport 5, Janvier 2016*
- *Rapport 4, Novembre 2015*
- *Rapport 3, Août 2015*
- *Rapport 2, Juin 2015*
- *Rapport 1, Mars 2015*
- *Etude de base, Mai 2014*  
(Données de Décembre 2013)

Pour plus de détails, visitez [www.peacebuildingdata.org/drc](http://www.peacebuildingdata.org/drc) ou contactez [info@peacebuildingdata.org](mailto:info@peacebuildingdata.org)



In collaboration with



With support from



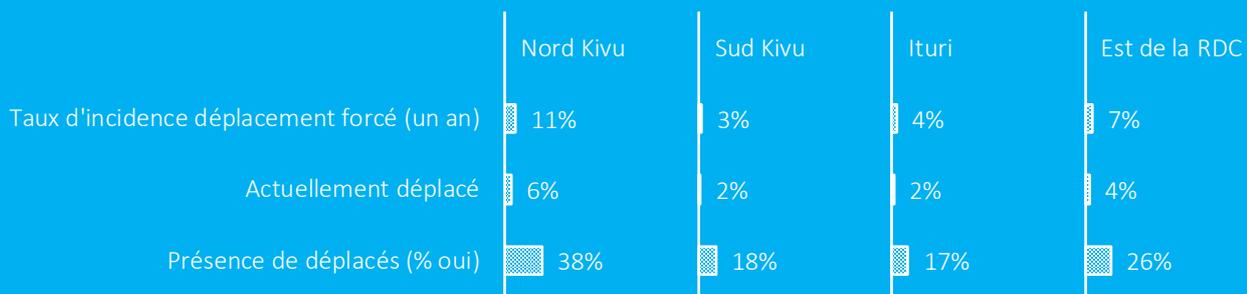
© Harvard Humanitarian Initiative, United Nations Development Program  
The information provided and views expressed in this publication  
do not necessarily reflect the views of the project partners

# DÉPLACEMENT – Une crise chronique aux effets négatifs

Selon l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), la République Démocratique du Congo est le pays le plus touché par les déplacements internes de populations liés aux conflits, avec plus de 922,000 nouveaux déplacés en 2016 et un total de 2,230,000 déplacés.<sup>1</sup> Les résultats des sondages réalisés en décembre 2016 et mars 2017 montrent que le taux d'incidence de déplacement forcé à cause des conflits dans l'année précédant les enquêtes est de 7% dans l'Est.<sup>2</sup> Ce taux d'incidence est plus élevé au Nord Kivu (11%) qu'au Sud Kivu (3%) et en Ituri (4%). En comparaison, 4% des personnes interrogées se déclaraient déplacées au moment de l'enquête (6% au Nord Kivu).

Alors que les déplacements affectent environ une personne sur quinze, la présence de déplacés dans le quartier ou village est mentionnée par plus d'une personne interrogée sur quatre (26%). Là aussi, le pourcentage est plus élevé au Nord Kivu, où 38% des personnes interrogées mentionnent la présence de déplacés dans leur quartier ou village. Dans la plupart des cas, les personnes déplacées sont identifiées comme étant des déplacés internes (84%), et moins fréquemment comme incluant des réfugiés (16%)

Déplacement forcé des Populations dans l'Est de la RDC



Données de décembre 2016 et mars 2017

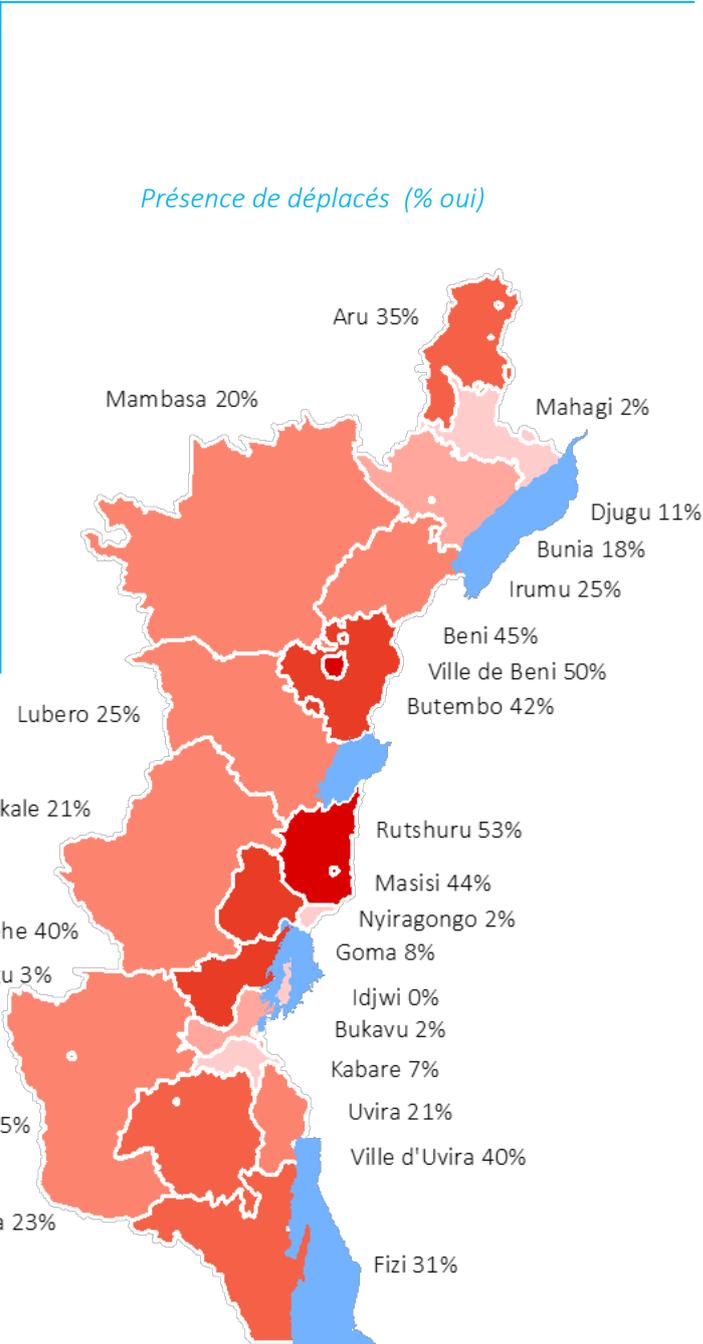
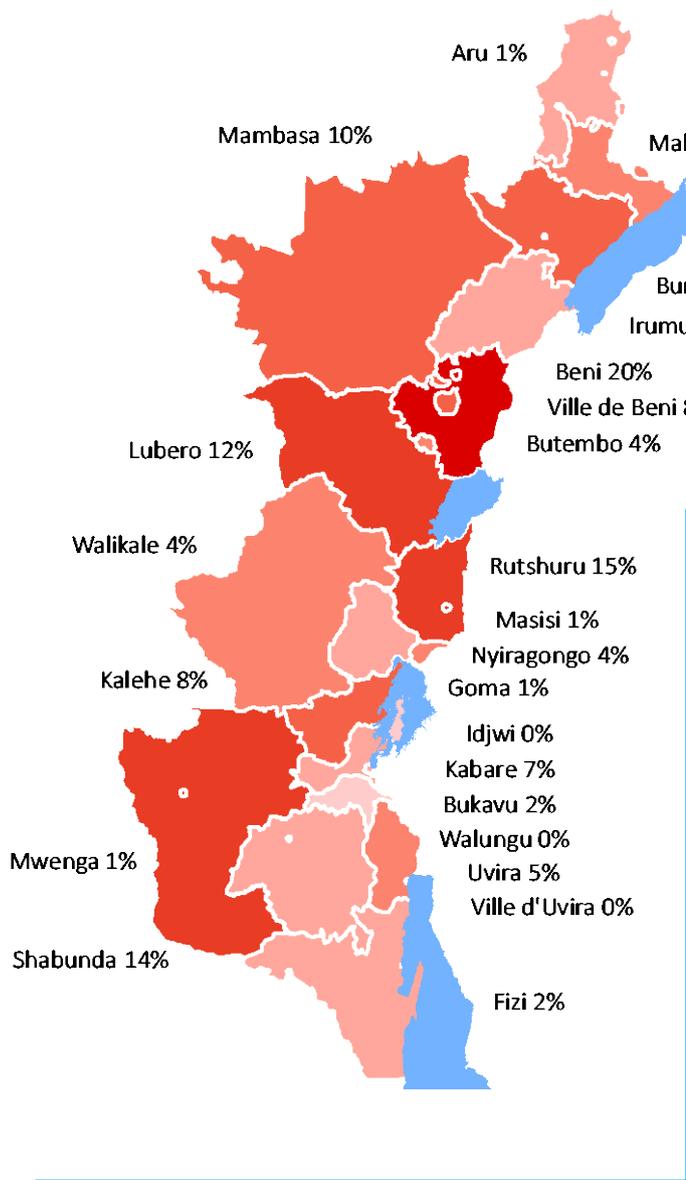
Au niveau des territoires, il existe d'importantes différences. Le taux d'incidence de déplacement forcé sur un an est le plus élevé dans les territoires de Beni (20%), Rutshuru (15%) et Lubero (12%) au Nord Kivu; Shabunda (14%) au Sud Kivu; et Mambasa (10%) en Ituri. La présence de déplacés n'est toutefois pas forcément mentionnée plus fréquemment dans ces territoires, reflétant la fréquence de déplacement plus anciens. Par exemple, bien que l'incidence de déplacement forcé soit faible entre 2016 et 2017 à Masisi, 44% des personnes interrogées indiquent la présence de personnes déplacées dans leur village. La présence de personnes déplacées est mentionnée le plus fréquemment à Rutshuru (53%) et dans la ville de Beni (50%) au Nord Kivu.

Les personnes déplacées présentes dans la communauté sont rarement identifiées comme des réfugiés (16%), sauf dans quatre territoires: Fizi (97% des personnes identifient les déplacés comme réfugiés), Uvira (79%) et la ville d'Uvira (95%), et Aru (91%), ce qui correspond respectivement aux crises actuelles au Burundi et au Soudan du Sud.

<sup>1</sup> Voir <http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2017/> pour les données les plus récentes.

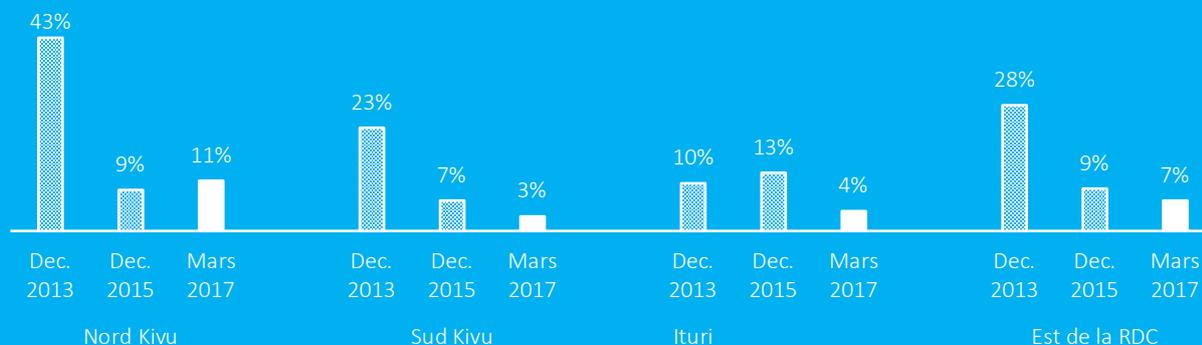
<sup>2</sup> Sur base des personnes rapportant avoir été déplacées au cours de l'année précédente.

Taux d'incidence de déplacement forcé 2016-2017 (1 an)



Bien que le taux d'incidence de déplacement forcé reste important, il faut noter qu'il est en forte baisse depuis 2013. Sur base des sondages successifs entrepris depuis 2013, ce taux d'incidence sur un an a diminué de 28% à 7% dans l'Est du Congo. Ce taux a diminué au niveau de toutes les provinces. Toutefois, au Nord Kivu, le taux d'incidence de déplacement forcé a augmenté de 2015 (9%) à 2017 (11%).

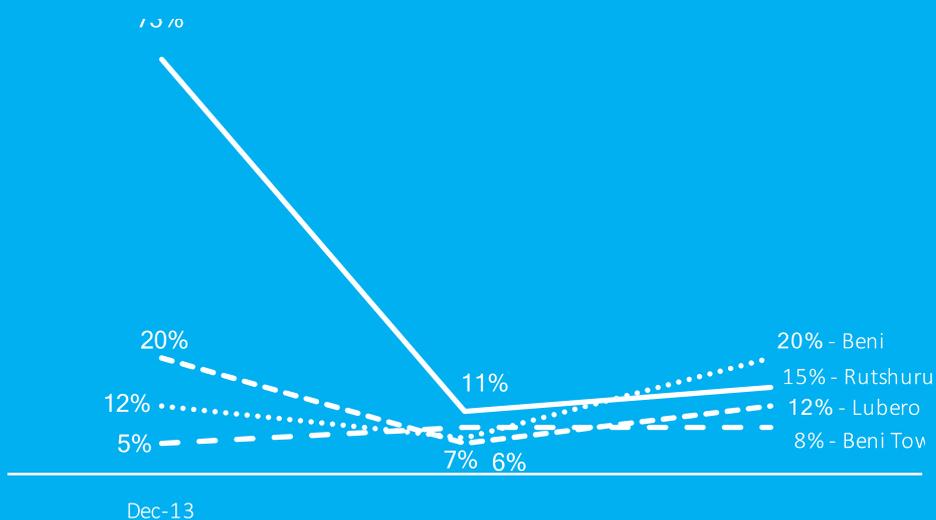
Evolution du déplacement forcé des populations dans l'Est de la RDC



Données de décembre 2016 et mars 2017

Au niveau des territoires, quatre villes et territoires ont eu une augmentation du taux d'incidence de déplacement forcé sur un an entre 2015 et 2017, tous au Nord Kivu: les territoires de Rutshuru, Lubero et Beni, et la ville de Beni.

Evolution du déplacement forcé des populations dans certains territoires

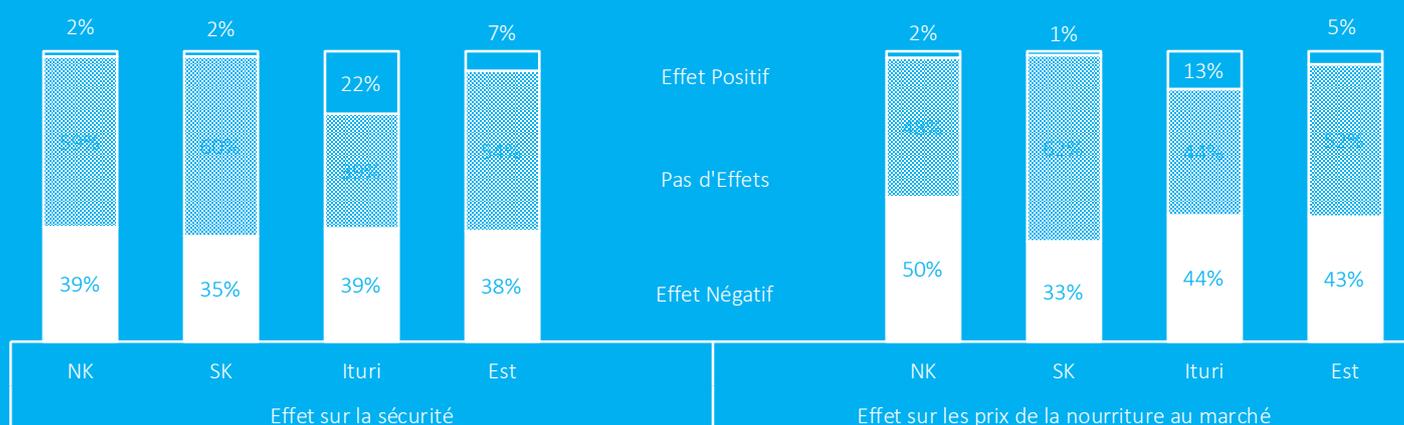


Données de décembre 2016 et mars 2017

Les tendances migratoires liées aux conflits en RDC se caractérisent par des déplacements multiples mais généralement non loin du lieu d'origine des déplacés. Les déplacés vivent dans les communautés et logent chez la famille et des connaissances plutôt que dans des camps de déplacés, et ils maintiennent fréquemment l'accès à leurs activités économiques.<sup>3</sup>

Pour mieux comprendre la perception des effets de la présence de personnes déplacées dans les communautés, les derniers sondages exploraient les effets sur la sécurité et les prix des denrées sur le marché, deux éléments fréquemment associés négativement à la présence de déplacés. Les résultats montrent que, dans l'Est, cette présence de déplacés a un effet négatif sur la sécurité pour plus d'une personne sur trois (38%) rapportant la présence de déplacés dans leur quartier ou village ; 43% de ces personnes rapportent un effet négatif sur les prix des denrées. La majorité des personnes ne rapportent aucun effet sur la sécurité (54%) et les prix (52%). Enfin, peu rapportent un effet positif sur la sécurité (7%) et les prix (13%). Cette contribution positive est plus fréquente en Ituri comparé aux autres provinces. Il est possible que cela reflète des différences de disponibilités et effets de l'aide humanitaire

Perception des effets de la présence de personnes déplacées

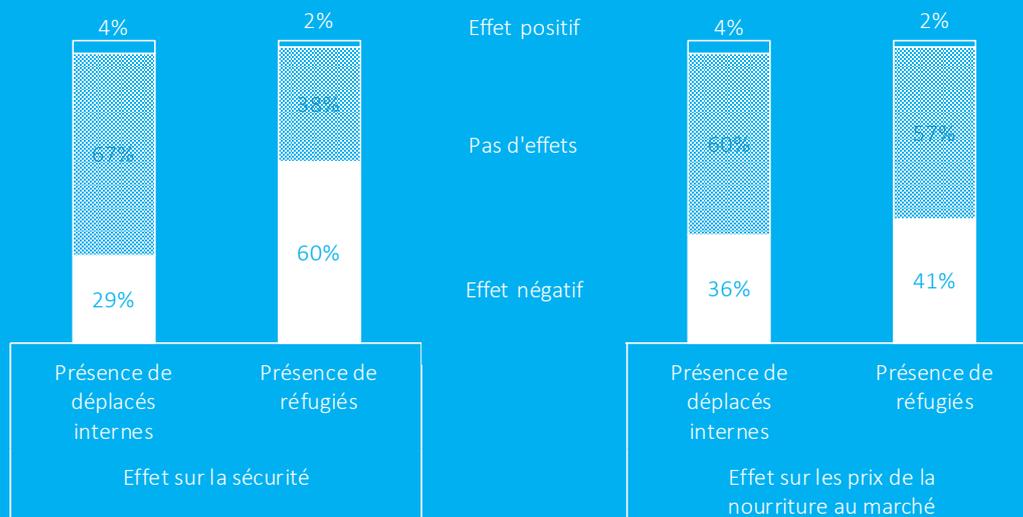


Données de décembre 2016 et mars 2017

La perception des effets de la présence de personnes déplacées dépend fortement de leur origine, surtout en ce qui concerne la perception des effets sur la sécurité. Parmi les personnes rapportant la présence de déplacés internes uniquement, 29% jugent les effets sur la sécurité négativement, comparé à 60% parmi ceux rapportant la présence de réfugiés. La différence est moins marquée en ce qui concerne l'effet sur les prix des denrées : 36% des personnes rapportant la présence de déplacés internes uniquement jugent qu'il y a un effet négatif, contre 41% de ceux notant la présence de réfugiés.

<sup>3</sup> Voir IDMC, note 1, et S. White (2014), « Et maintenant quoi ? La réponse internationale face au déplacement interne en République Démocratique du Congo », Brookings-LSE Project on Internal Displacement.

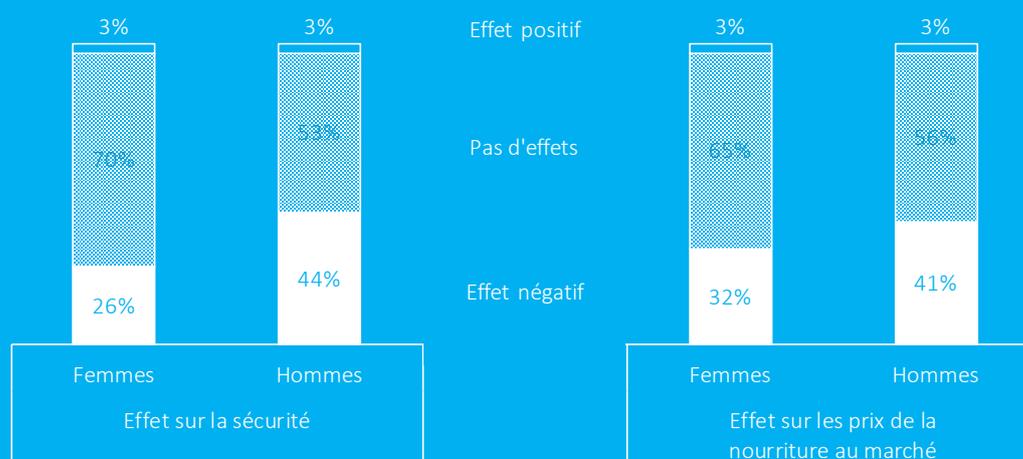
### Perception des effets de la présence de déplacés internes et réfugiés



Données de décembre 2016 et mars 2017

Une analyse similaire par genre démontre que les hommes jugent plus fréquemment l'effet des personnes déplacés sur leur sécurité de manière négative que les femmes. Sur l'ensemble des trois provinces où le sondage a été effectué, 44% des hommes qui signalaient la présence de personnes déplacées dans leur village ou quartier estiment que cette présence affecte leur sécurité de manière négative, contre une fréquence de 26% chez les femmes. De même, 41% des hommes jugeaient que la présence de déplacés avait un effet négatif sur les prix de la nourriture, contre 32% des femmes.

### Perception des effets de la présence de déplacés internes et réfugiés par genre de la personne Interrogée

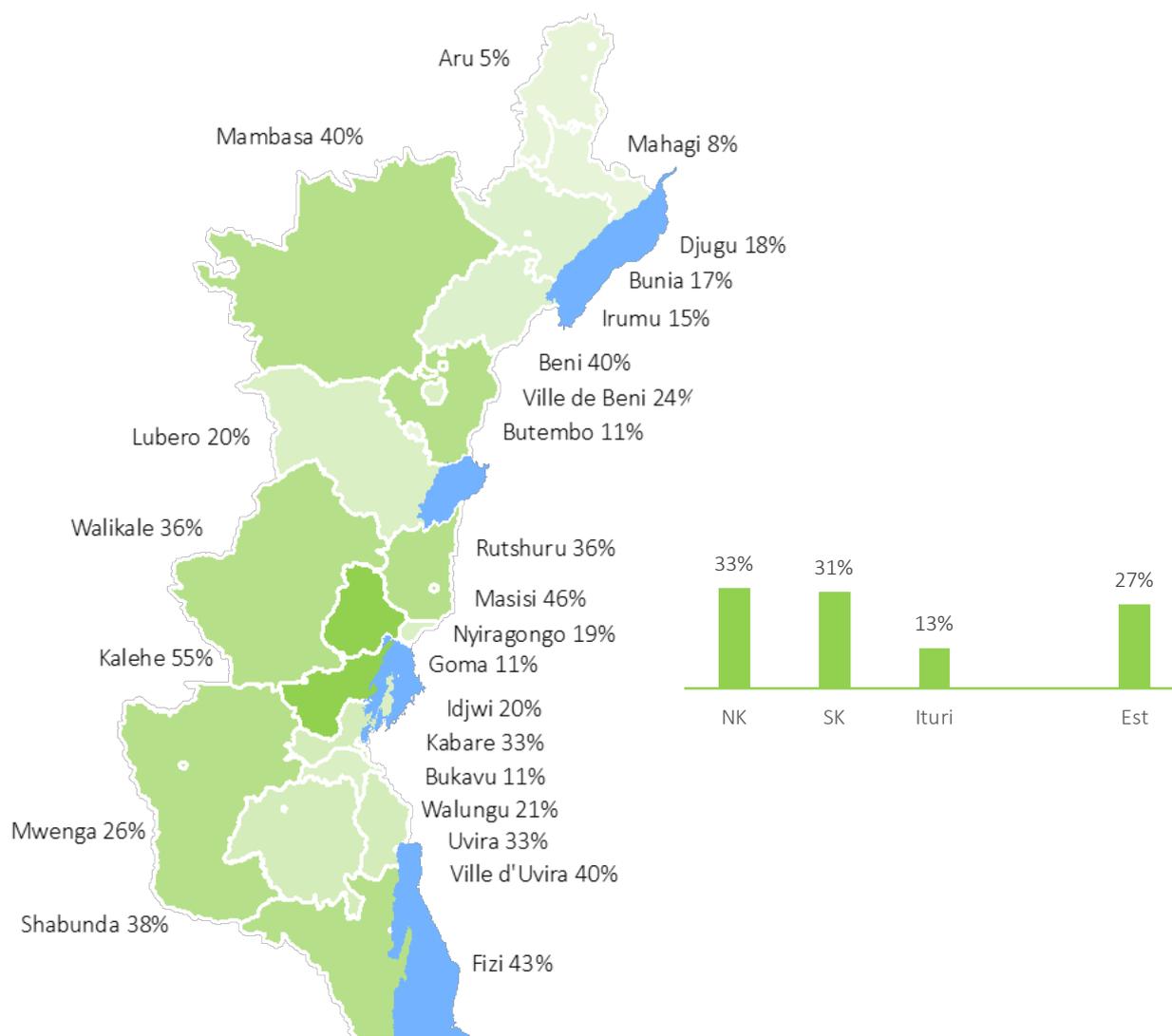


Données de décembre 2016 et mars 2017

## ACTION HUMANITAIRE : une crise de confiance

Le projet de sondages se concentre principalement sur les questions liées à la consolidation de la paix et à la reconstruction dans l'Est du Congo, en particulier dans les secteurs de la sécurité et de la justice. Ces domaines ne sont pas typiquement du ressort des acteurs humanitaires. Toutefois, les acteurs humanitaires et ceux de consolidation de la paix partagent de nombreux objectifs, travaillent dans les mêmes régions, et ne sont pas toujours distincts dans les yeux de la population. Selon le sondage, seulement 22% des personnes interrogées pensent qu'il existe une différence entre acteurs humanitaires et acteurs de consolidation de la paix. C'est dans ce cadre que les derniers sondages ont inclus une section sur la perception des acteurs humanitaires. Dans un premier temps, le sondage explorait la présence d'une assistance internationale dans le quartier ou le village des personnes interrogées. Globalement, une personne sur quatre (27%) rapporte la présence d'assistance internationale, un pourcentage plus élevé au Nord Kivu (33%), comparé au Sud Kivu (31%) et en Ituri (13%). Au niveau des territoires, c'est à Kalehe (55%), Masisi (46%), Fizi (43%), Beni (40%), la ville d'Uvira (40%) et Mambasa (40%) que la présence d'assistance est le plus fréquemment notée.

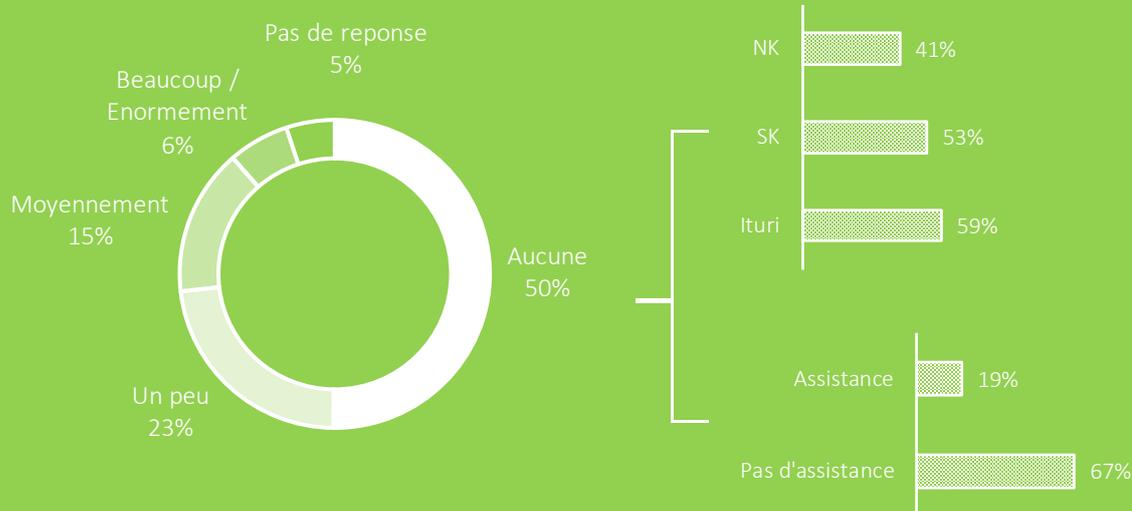
*Présence d'assistance internationale dans le quartier / village (% oui)*



Données de décembre 2016 et mars 2017

Le sondage examinait la perception de la contribution des humanitaires à l'amélioration de la situation locale, de façon générale. La moitié des personnes interrogées dans l'Est jugent cette contribution comme nulle (aucune contribution) et seulement 6% jugent que les humanitaires contribuent beaucoup ou énormément à l'amélioration de la situation. Au niveau des provinces, C'est en Ituri que le plus grand pourcentage juge qu'il n'y a aucune contribution, ce qui reflète sans doute la moindre présence humanitaire. De façon positive, seulement 19% des personnes indiquant la présence d'une assistance internationale dans leur quartier ou village jugeaient la contribution des humanitaires comme étant nulle, en comparaison avec 67% des personnes ne rapportant pas de présence d'assistance internationale. Ces résultats suggèrent donc que, quand elle est connue, la présence d'assistance internationale se traduit par une perception positive de la contribution des humanitaires.

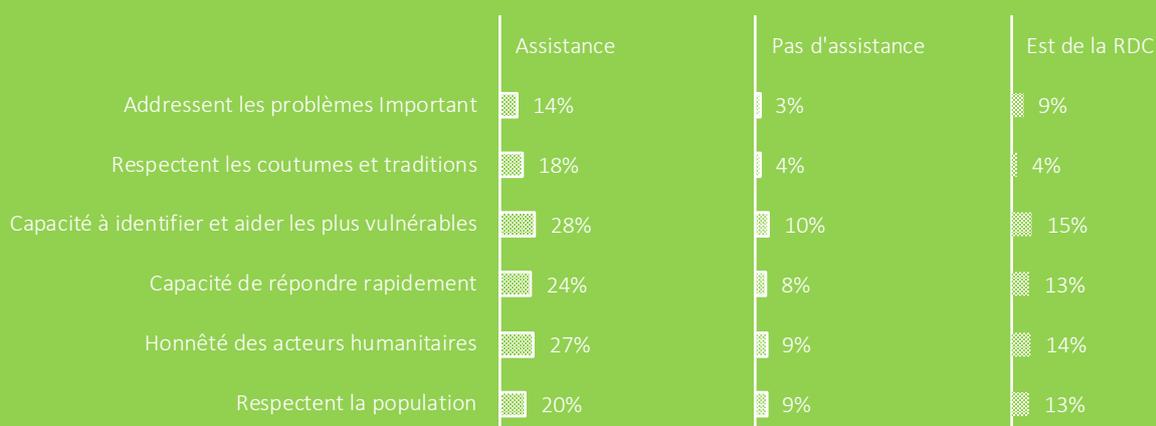
### Contribution des humanitaires à l'amélioration de la situation



Données de décembre 2016 et mars 2017

D'autres éléments du sondage suggèrent une tendance similaire où la perception des acteurs humanitaires est plus positive là où l'assistance internationale est présente, mais leur perception est fortement négative là où cette assistance n'existe pas. Même là où l'assistance est présente, peu ont une perception positive. Par exemple, seulement 9% jugent que les humanitaires adressent des problèmes importants, et encore moins sont positifs par rapport à la façon dont les humanitaires respectent les coutumes et les traditions locales. Peu sont positifs par rapport à la capacité des humanitaires à répondre rapidement (13%) et à identifier les plus vulnérables (15%). Dans tous les cas, le pourcentage de personnes ayant une vue positive des acteurs humanitaires est plus élevé parmi ceux qui rapportent la présence d'aide internationale dans leur quartier ou village, comparé à ceux où cette présence n'est pas mentionnée.

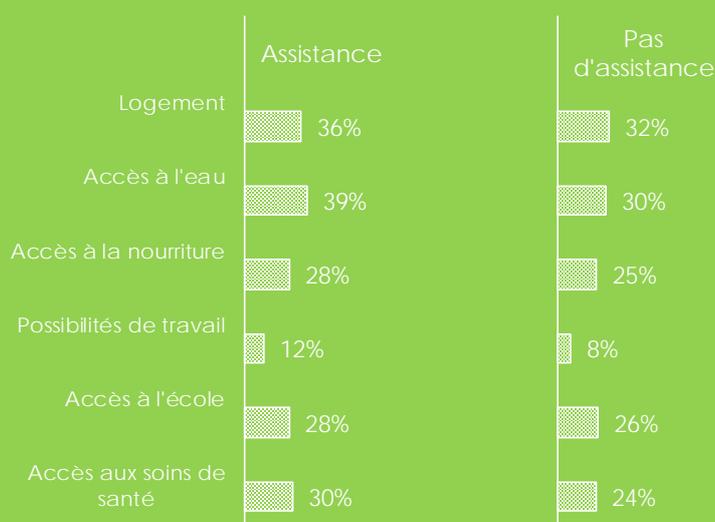
### Perception des acteurs humanitaires (% positif)



Données de décembre 2016 et mars 2017

Ces résultats concernent la perception de la population et peuvent ne pas refléter la réalité de la contribution humanitaire. Toutefois les résultats soulignent des problèmes liés à l'engagement, l'établissement d'une relation de confiance entre communautés et humanitaires, à la programmation axée sur les besoins et à la mise en œuvre efficace. Les résultats négatifs peuvent aussi refléter un sentiment de frustration en raison des besoins importants et des attentes élevées. Un autre élément important qui porte atteinte à la relation entre les humanitaires et la population est la propagation de rumeurs sur les agendas cachés, la collusion avec les groupes armés, la traite et même la sorcellerie. Il faut enfin noter que la présence d'assistance internationale n'est pas associée à une amélioration très importante de l'accès aux services de base.

### Assistance internationale et services de base (% bon / très bon)

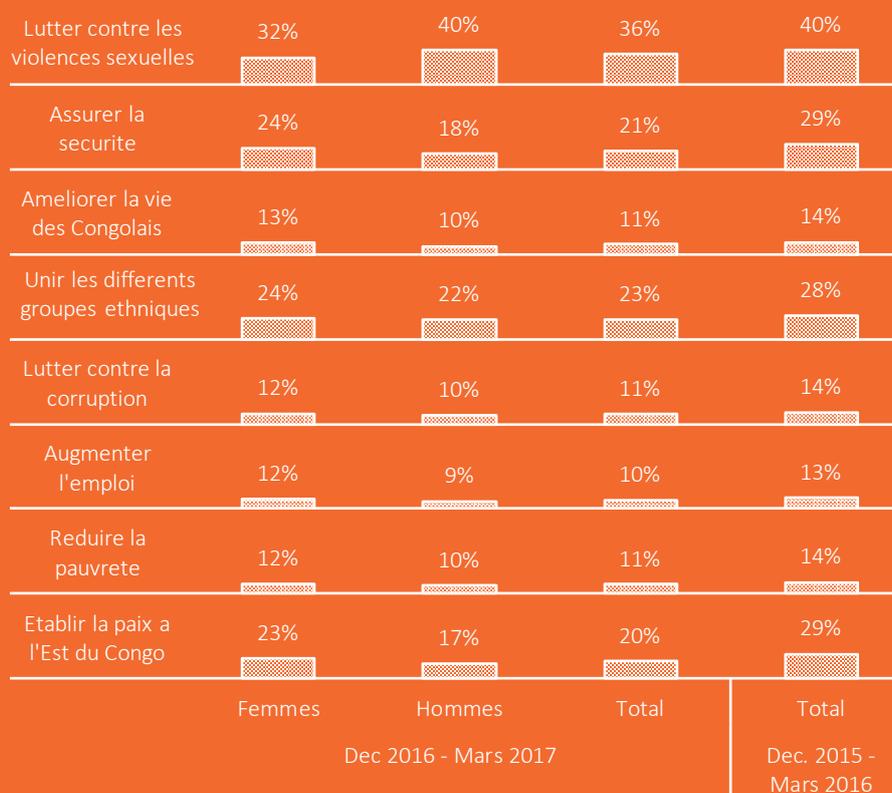


Données de décembre 2016 et mars 2017

## VIOLENCES SEXUELLES : Les efforts d'enquêtes et de justice sont jugés relativement positivement mais restent inchangés.

Depuis Décembre 2015, les sondages mesurent la perception de la population envers les performances du gouvernement dans un certain nombre de domaines clés, y compris la lutte contre les violences sexuelles. Lors du dernier sondage, 36% des personnes interrogées dans l'Est jugent positivement les efforts du gouvernement dans ce domaine. Les hommes tendent à juger ces efforts positivement de façon plus fréquente que les femmes (40% contre 32%). Comme par le passé, bien que le pourcentage jugeant positivement les efforts du gouvernement en matière de lutte contre les violences sexuelles soit relativement bas, il est supérieur à la perception des performances du gouvernement dans tous les autres domaines envisagés, y compris les efforts de consolidation de paix (20% de perception positive), d'unification des différents groupes ethniques (23%) et de sécurisation des populations (21%), et est nettement plus élevé que le pourcentage de vues positives par rapport aux efforts de réduction de la pauvreté (11%), de lutte contre la corruption (11%), et la création d'emplois (10%). Dans tous ces domaines, sauf les efforts de lutte contre les violences sexuelles, le pourcentage de femmes jugeant positivement les efforts du gouvernement est plus élevé que celui des hommes.

Perception des performances du gouvernement dans la lutte contre les violences sexuelles (% vues positives)

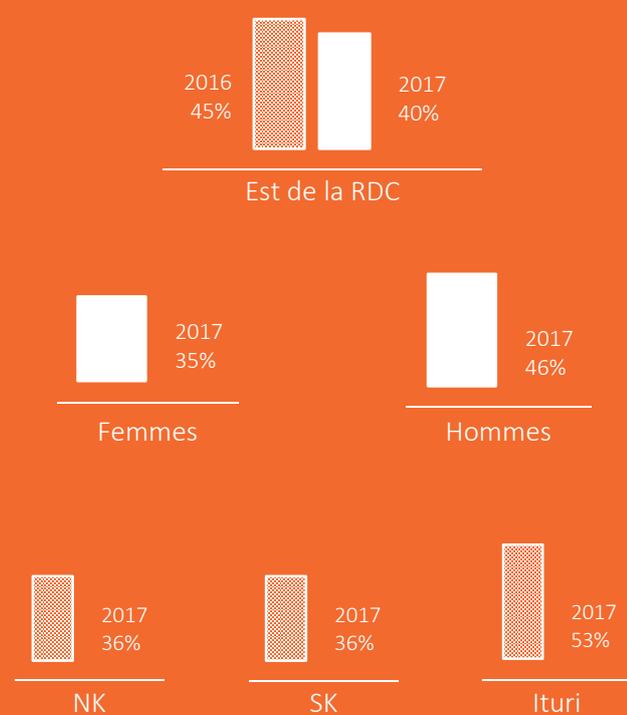


Données de décembre 2016 et mars 2017

En comparaison avec les données de décembre 2015 et mars 2016, le pourcentage de personnes jugeant positivement les efforts du gouvernement a diminué dans tous les domaines, ce qui suggère une perte de confiance au sein de la population.

Les performances du système judiciaire et de la police en matière de lutte contre les violences sexuelles étaient également explorées. Le pourcentage jugeant ces efforts positivement sont de 40% et 32% respectivement. Ces résultats sont inférieurs aux pourcentages mesurés il y a un an. Les efforts de la justice sont moins fréquemment perçus positivement parmi les femmes (35%) que parmi les hommes (46%). Une différence similaire entre genre existe en ce qui concerne la perception des efforts de la police (26% v. 39%). Au niveau provincial, c'est en Ituri que les efforts tant de la justice que de la police sont le plus fréquemment perçus positivement.

Perception des efforts du système judiciaire pour donner la justice aux victimes des violences sexuelles (% positif)



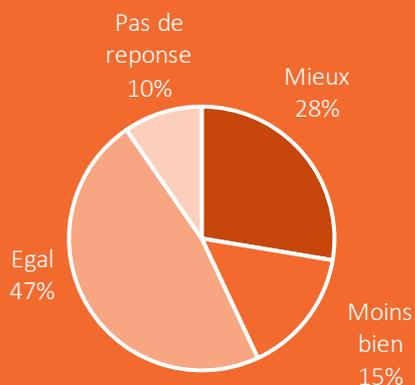
Perception des efforts de la police pour enquêter les crimes de violences sexuelles (% positif)



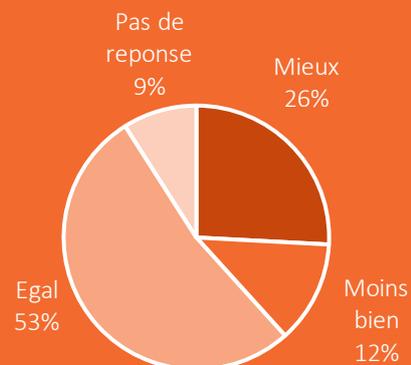
Données de décembre 2016 et mars 2017

Malgré le plus faible pourcentage de personnes jugeant de façon positive les efforts de la justice et de la police en matière de violences sexuelles comparé à l'année précédente, une question directe sur ce sujet suggère que la majorité des personnes voient ces efforts comme inchangés au cours du temps. Une personne sur quatre (28% pour la justice, 26% pour la police) voit une amélioration de ces efforts. Un plus fort pourcentage – une personne sur trois - juge que les victimes de violences sexuelles sont mieux traitées par la justice (33%) et la police (30%) en comparaison avec les victimes d'autres crimes .

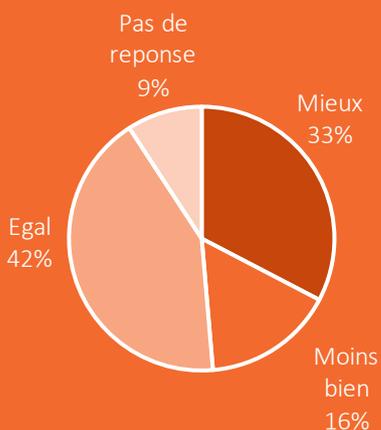
*Efforts du système judiciaire en matière de violence sexuelles par rapport à l'année précédente*



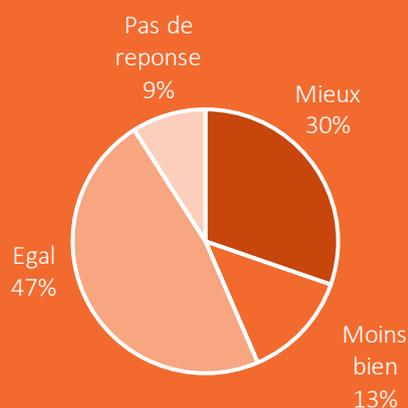
*Efforts de la police en matière de violence sexuelles par rapport à l'année précédente*



*Efforts du système judiciaire en matière de violence sexuelles par rapport aux autres crimes*



*Efforts de la police en matière de violence sexuelles par rapport aux autres crimes*

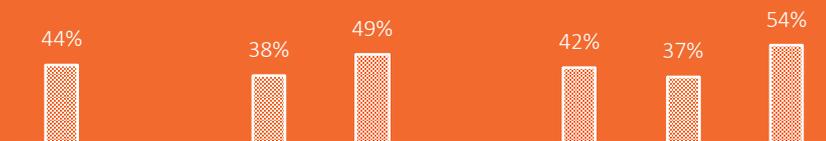


Données de décembre 2016 et mars 2017

Le sondage demandait également aux personnes interrogées si, à leur avis, ceux responsables des violences sexuelles, y compris les FARDC et la police, sont punis de façon appropriée. Les résultats montrent que moins de la moitié des personnes interrogées sont d'accord avec cette proposition, qu'il s'agisse de responsables en général (44% pensent qu'ils sont punis de façon appropriée), des FARDC (35%), ou de la police (35%). Les femmes sont moins souvent d'accord avec ces propositions que les hommes.

## Perception des mesures contre ceux responsables de violences sexuelles

*Les responsables de violences sexuelles sont punis de façon appropriée (% d'accord)*



*Les FARDC responsables de violences sexuelles sont punis de façon appropriée (% d'accord)*



*Les Policiers responsables de violences sexuelles sont punis de façon appropriée (% d'accord)*



Est de la RDC      Femmes      Hommes      NK      SK      Ituri

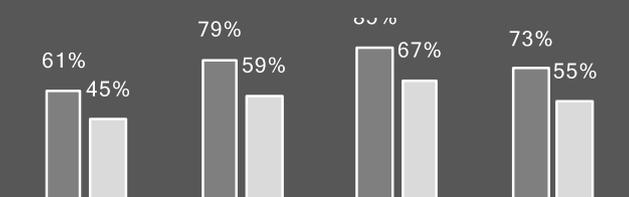
Données de décembre 2016 et mars 2017

# INDICATEURS CLÉS GLOBAUX (mars - avril 2017)

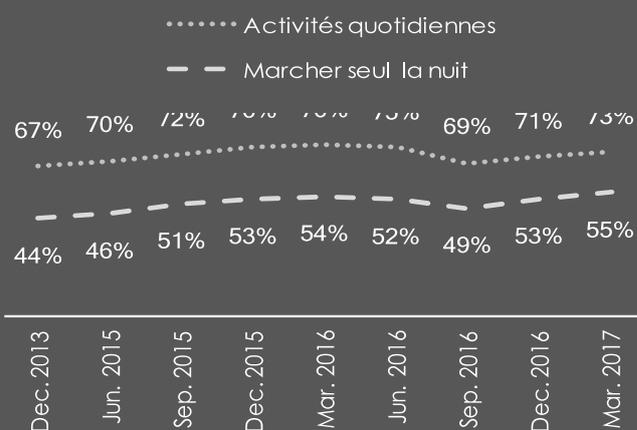
Les indicateurs suivants sont suivis lors de tous les sondages. Les moyennes provinciales peuvent masquer des différences importantes par territoire – les résultats détaillés par territoire sont disponibles sur le site [www.peacebuildingdata.org/drc](http://www.peacebuildingdata.org/drc). Les données agrégées sont basées sur les derniers sondages disponibles pour chaque territoire

## SENTIMENT DE SÉCURITÉ (% sauf – très sauf)

Données les plus récentes (déc. 2016 – mars. 2017)

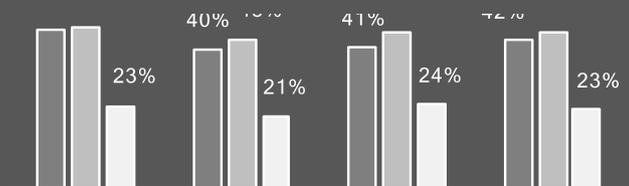


Tendances régionales (NK, SK, Ituri)

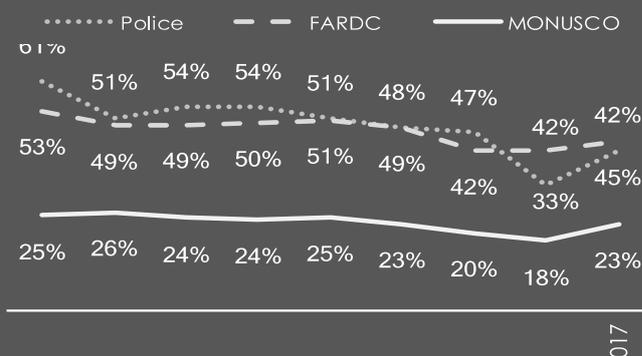


## PERCEPTION DES ACTEURS DE SÉCURITÉ (% confiance pour assurer la sécurité)

Données les plus récentes (déc. 2016 – mars. 2017)



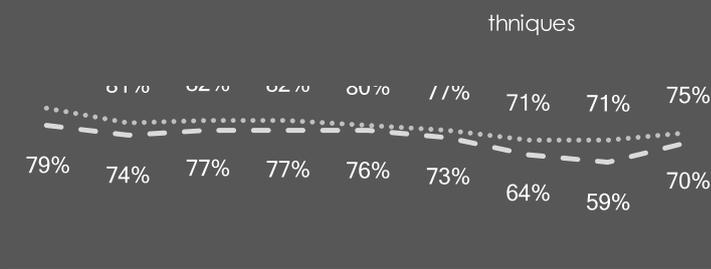
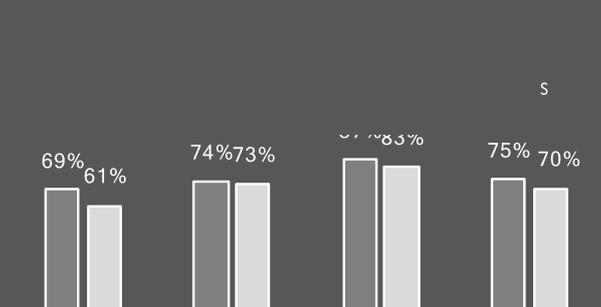
Tendances régionales (NK, SK, Ituri)



## PERCEPTION DES RELATIONS ENTRE GROUPES ETHNIQUES (% bonne– très bonnes)

Données les plus récentes (déc. 2016 – mars. 2017)

Tendances régionales (NK, SK, Ituri)



## CONFIANCE EN LA JUSTICE (% peu– aucune)

Données les plus récentes (déc. 2016 – mars. 2017)

Tendances régionales (NK, SK, Ituri)

